

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes , le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHUTZ France

Chemin du Buisson Gayet
BP 11
91460 Marcoussis

Références : **DR24-0353**
Code AIOT : 0006504480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SCHUTZ France implanté Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHUTZ France
- Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis
- Code AIOT : 0006504480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Schütz à Marcoussis exploite une installation de fabrication de récipients de grand volume (GRV), par extrusion / soufflage de PEHD (récipient du conteneur appelé poche) et cintrage / soudage de tubes métalliques (cage métallique).

À l'issue de la fabrication, les conteneurs sont fixés sur une palette qui peut être en métal (fabrication Schütz), en bois ou en plastique.

La société Schütz reconditionne également des conteneurs souillés. La poche souillée est alors séparée de l'armature métallique. L'armature est lavée et reçoit une poche neuve. Le fond de la poche souillée est découpé, raclé et lavé avant broyage. Lorsque le raclage / lavage du fond de la poche est impossible, ce fond est incinéré dans une installation dûment autorisée.

Les poches lavées sont broyées en copeaux de PEHD. Ces copeaux sont refondus pour la fabrication de palettes plastiques sur lesquelles sont fixées les conteneurs.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- État des stocks de matière plastique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Nature des activités | AP Complémentaire du 12/12/2018, article 1 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | CARACTÉRISTIQUES DU POINT DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR | AP Complémentaire du 12/12/2018, article 3 | Sans objet |
| 2 | QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS | AP Complémentaire du 25/10/2004, article 6.2 et 6.3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée du 26 mars a permis de constater :

- * la bonne installation des instruments de mesure pour le contrôle inopiné Eau sur 24 heures des rejets des eaux pluviales et des eaux vannes.
- * une non-conformité concernant le stockage de matière plastique. Les quantités sont supérieures à celles autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/12/2018.

Considérant la quantité de broyats en plastique stockée, environ 2160 m3 pour une capacité maximale de 270 m3;

Considérant que cette non-conformité notable a été découverte lors de l'inspection inopinée du 26 mars 2024 alors que l'exploitant aurait dû informer Madame la Préfète de cette modification des conditions d'exploitation,

Considérant que cette situation et cette non-conformité ont déjà été constatées en mars 2021,

Considérant que le stockage relève du seuil de l'enregistrement et non de la déclaration comme l'autorise l'arrêté préfectoral n°2018/PREF/DCCPAT/BUPPE/253 du 12/12/2018;

Compte tenu des enjeux en termes de prévention des risques incendie, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement dans un délai de six mois:

- * Le volume total de matières plastiques stockées sur le site doit être conforme à la situation administrative telle que décrite à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2018/PREF/DCCPAT/BUPPE/253 du 12/12/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CARACTÉRISTIQUES DU POINT DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/12/2018, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eaux |
| Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.</p> |
| Constats : <p>Pour rappel - Extrait du rapport de l'inspection du 26/06/2023</p> <p><i>Les éléments recueillis par l'inspection sont contradictoires sur la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel du 02 au 03 mars 2023 suite à l'obstruction du réseau d'eau pluviale. D'un côté l'exploitant déclare avoir procédé au traitement des eaux dans le séparateur avant rejet. Il a fourni le compte-rendu d'intervention associé. De l'autre côté, deux témoignages en aval du site confirment la présence d'irisations dans les eaux évacuées.</i></p> <p>À ce stade, l'inspection relève trois non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none">* sur le déroulé de l'incident. L'exploitant doit préciser si l'eau évacuée les 02 et 03 mars a pu passer par un by-pass.* sur les caractéristiques du réseau de collecte des eaux pluviales. L'exploitant n'est pas en mesure actuellement de justifier qu'il en bon état et étanche.* sur la qualité des eaux pluviales rejetées. L'exploitant doit fournir les rapports d'analyse des eaux pluviales rejetées depuis la dernière analyse de décembre 2020. <p>Lors de l'inspection inopinée du 26/03/2024, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">* la présence d'un by-pass qui permet d'éviter la saturation des réseaux et l'inondation du site en cas de très fortes pluies. Toutefois, à la demande du syndicat de l'Orge et de l'inspection, l'exploitant s'engage à obstruer ce by-pass.* le séparateur-hydrocarbures est rempli partiellement de matériaux. Le niveau d'eau à l'intérieur de celui-ci est faible. <p>Par courriel du 11/04/2024, l'exploitant informe l'inspection que le curage du séparateur a eu lieu le 05/04/2024.</p> <p>Par courriel du 26/03/2024, l'exploitant transmet les résultats de l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales et eaux usées 2021 et 2022 ainsi que le rapport d'inspection visuelle des canalisations d'eaux pluviales du 17 juillet 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2004, article 6.2 et 6.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eaux |
| Prescription contrôlée : |

6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- * température : < 30°C
- * pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9 s'il y a neutralisation alcaline)
- * couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- * exempt de matières flottantes
- * ne pas dégrader les réseaux d'égouts
- * ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents

6.3 - CONDITIONS PARTICULIÈRES DE CHACUN DES REJETS

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance ou d'auto-surveillance des effluents ci-dessous définies.

Référence du rejet : N°1 – Eaux pluviales

Paramètres - Concentration maximale (mg/l)

MES - 35 mg/l

DCO (NFT 90 101) - 90 mg/l

DBO5 (NFT 90 103) - 30 mg/l

hydrocarbures totaux (NFT 90 114) - 10 mg/l

Constats :

Suite à la transmission de l'autosurveillance 2021 et 2022 par courriel du 26 mars 2024, l'inspection constate que les valeurs limites d'émissions sont respectées pour le rejet des eaux pluviales.

Concernant le contrôle inopiné du 26 mars 2024, l'inspection a assisté à la mise en place du matériel de contrôle des rejets sur les eaux usées et les eaux vannes par le laboratoire ANALY-CO et en présence de l'exploitant.

L'exploitant transmettra les résultats à l'inspection avec si besoin des commentaires en cas de dépassement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature des activités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/12/2018, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Quantité de matière plastique stockée

Prescription contrôlée :

| | | | |
|--|--|--------|--|
| Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible | 5 silos de 100 m3 de granulats de PEHD 2 silos de 40 m3 de broyats de conteneurs lavés / recyclés un stock tampon de matières rebroyées de | 2662-3 | D Avec le bénéfice de l'antériorité |
|--|--|--------|--|

| | | | |
|--|-----------------------------------|--|--|
| d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3 | 190 m3 soit un total de 770 m3 | | |
|--|-----------------------------------|--|--|

Constats :

Lors de l'inspection inopinée du 26 mars 2024, l'inspection constate la présence de big bags sur le site, sur des aires imperméabilisées.

L'exploitant indique qu'il s'agit de broyats de conteneurs en attente d'expédition vers l'Allemagne. Là-bas, ils doivent être lavés plus finement que sur le site de Marcoussis avant d'être réemployés dans le process de fabrication des GRV. Toutefois, l'unité allemande de traitement n'étant pas encore opérationnelle, l'exploitant doit conserver sur site ces big bags.

A noter, en 2021, l'inspection avait constaté une situation similaire.

À la demande de la maison mère, l'exploitant a cessé la production des « pieds » des emballages en avril 2020. Ceux-ci étaient faits à partir de plastique broyé issu des emballages souillés. Ceux-ci sont faits à présent en Allemagne et en Espagne dans deux usines qui se sont dotées d'une unité de production plus performante (fabrication de trois pieds à la fois au lieu d'un seul auparavant)

L'exploitant déclare stocker actuellement sa production de plastique broyé fabriquée entre avril et décembre 2020. Depuis le début de l'année 2021, l'exploitant indique que la production de plastique broyé est envoyé en Allemagne et que la résorption du stock a débuté (de l'ordre de 100 tonnes par mois pour un stockage de 1350 tonnes actuellement).

Le plastique broyé est stocké dans des GRV à l'extérieur sur une surface stabilisée.

L'exploitant prévoit de résorber le stockage d'ici un an pour ne conserver qu'un stockage tampon de 200 m³ soit 100 tonnes.

Par courriel du 03 avril 2024, l'exploitant déclare stocker 1,08 tonne de broyats soit environ 2160 m3 alors que la quantité maximale de broyats est de 270 m3.

Il précise qu'il est en mesure d'en évacuer 88 tonnes par semaine et donc d'évacuer tout le stock d'ici octobre 2024. Il ajoute que :

- * les bigbags sont stockés à l'extérieur en îlot loin de toute source de chaleur;
- * le site dispose d'un système de vidéo-surveillance;
- * le site est gardienné la nuit et le week-end pour prévenir de toute acte de malveillance.

En conséquence, le volume de stockage de matière plastique autorisé au titre de la rubrique 2663 est très largement supérieur au seuil de 770 m³ et dépasse aussi le seuil de la déclaration pour atteindre le régime de l'enregistrement, 2160 m3 au 03 avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le volume total de matières plastiques stockées sur le site doit être conforme à la situation administrative telle que décrite à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2018/PREF/DCCPAT/BUPPE/253 du 12/12/2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois